Trudeau a été réélu lors de l'élection fédérale de février 1980, et alors que son nouveau ministre des Affaires étrangères, Mark MacGuigan, s'installait à son poste, le Maroc gagnait petit à petit de la place dans la liste des priorités d'Ottawa. Bien que les relations avec Rabat soient restées courtoises et correctes, les fonctionnaires canadiens s'inquiétaient de l'impact durable de la lente retraite de l'ACDI du Maghreb et du faux-pas de Clark relatif à Jérusalem. Ils s'inquiétaient aussi des nouvelles tensions liées aux soubresauts qui apparaissaient dans l'économie mondiale alors que celle-ci allait droit à la récession. Selon eux, il s'agissait d'un partenariat qu'il fallait sauvegarder. En tant qu'État arabe modéré lié étroitement au monde francophone, le Maroc restait un lien international important pour le Canada. C'était aussi un pays avec lequel le Canada avait enregistré un excédent commercial croissant, quelque 60 millions de \$ en 1979.42

Le ministère des Affaires extérieures a encouragé MacGuigan à faire pression sur le gouvernement pour restaurer la place du Maroc sur la liste de l'ACDI comme un «pays d'importance», éligible à plus d'aide canadienne. Les diplomates ont également recommandé au ministre des Affaires étrangères de créer une commission canado-marocaine pour promouvoir une coopération économique plus intensive. En outre, ils ont exhorté MacGuigan à inviter son homologue marocain à effectuer une visite officielle au Canada, la première d'une série d'échanges ministériels.⁴³ Ces mesures, a insisté Michael Shenstone, le sous-secrétaire adjoint pour le Moyen-Orient et l'Afrique, "sortiraient la relation du cocon de négligence, et la rendraient plus équilibrée par rapport à la Tunisie et à l'Algérie." Elles marqueraient aussi la première visite au Canada d'un ministre arabe des Affaires étrangères en près d'une décennie. MacGuigan, partisan de longue date de l'aide étrangère et de meilleures relations Nord-Sud, ne demandait qu'à se laisser convaincre. 45